



BUDGET ECONOMIQUE EXPLORATOIRE POUR L'ANNEE 2012

Juin 2011

SOMMAIRE

<i>Synthèse</i>	3
1. L'environnement international	10
1.1- <i>La croissance économique mondiale selon les grandes zones</i>	13
1.2. <i>L'évolution des prix des matières premières</i>	16
2. La croissance économique nationale en 2011	18
2.1. <i>La croissance économique</i>	18
2.2. <i>L'évolution des composantes du Produit Intérieur Brut</i>	22
2.3. <i>L'évolution des équilibres internes et externes en 2011</i>	23
3. Les perspectives de l'économie nationale en 2012	25
3.1. <i>Les hypothèses sous-tendant les prévisions</i>	25
3.2. <i>La croissance économique en 2012</i>	26
3.3. <i>Les composantes du Produit Intérieur Brut</i>	30
3.4. <i>Le revenu national et le compte Epargne - Investissement</i>	32
ANNEXES STATISTIQUES	36

Synthèse

Le présent budget économique, dit exploratoire, révisé les prévisions économiques pour l'année 2011 et établit les perspectives pour l'année 2012. Il tient compte des agrégats provisoires, arrêtés par la comptabilité nationale pour l'année 2010, ainsi que des résultats des enquêtes trimestrielles et des travaux de suivi et d'analyse de conjoncture menés par le Haut Commissariat au Plan. Il intègre également les résultats des travaux d'analyse et de prévisions infra-annuels conduites par d'autres organismes publics¹ durant le premier semestre de l'année en cours.

L'estimation de la croissance économique nationale de 2011 est faite, ainsi, sur la base des réalisations préliminaires de la campagne agricole 2010/2011 et de l'augmentation des dépenses publiques, sous l'effet de la hausse des subventions des prix à la consommation par rapport à leur niveau initial retenu par la loi de finances 2011, d'une part, et de la hausse de la masse salariale dans le secteur public et le secteur privé, en application des dispositions du dialogue social et de l'opération de recrutement des diplômés, d'autre part.

Les hypothèses retenues pour les prévisions de 2012, quant à elles, sont basées sur une production céréalière moyenne d'environ 70 millions de quintaux durant la campagne agricole 2011/2012, et sur la reconduction, durant la prochaine année, de la politique budgétaire de l'Etat en vigueur en 2011, notamment les dispositions en matière de fiscalité, des dépenses d'investissement et de fonctionnement et celles de soutien des prix à la consommation. Elles prennent en considération, par ailleurs, les nouvelles tendances de l'économie mondiale observées durant le premier semestre 2011, ainsi que les perspectives de son évolution à l'horizon 2012.

¹ Ministère de l'Economie et des Finances, Bank Al-Maghreb et Office de Change.

➤ *L'environnement international*

Les nouvelles perspectives des institutions internationales², publiées en avril et mai de cette année, dégagent une croissance économique mondiale d'environ 4,5% en 2011 et 2012, au lieu de 5% enregistrée en 2010 et une baisse de 0,6% en 2009.

Malgré ce dynamisme au niveau global, les économies avancées continueraient d'afficher des rythmes de croissance lents, soit 2,4% en 2011 et 2,6% en 2012, accompagnés des taux de chômage élevés, notamment aux Etats-Unis d'Amérique et dans la zone euro, de 8,5% et 9,8% respectivement. Quant aux pays émergents et en développement, ils resteraient marqués par une croissance économique élevée de 6,5% par an en 2011 et 2012, et par la présence de tendances de surchauffe des prix.

Le cours international de pétrole brut s'est, en effet, accru progressivement durant le premier trimestre 2011, pour atteindre 120 dollars/baril durant le mois d'avril et mai. Il a connu, par la suite, une baisse et s'est situé légèrement au dessus de 100 dollars. Pour l'ensemble de l'année 2011, le cours moyen devrait s'établir à près de 108 dollars/baril au lieu de 79 dollars en 2010 et devrait se maintenir aux environs de ce niveau durant l'année 2012. Le renchérissement des cours de pétrole devrait, par ailleurs, subir les effets de la persistance de la dépréciation du dollar américain, suite à la politique d'assouplissement monétaire des Etats-Unis d'Amérique. La parité euro-dollar se maintiendrait aux environs de 1,4 en 2011 et 2012 au lieu de 1,3 en 2010.

De leur côté, les cours des matières premières non énergétiques devraient enregistrer une nouvelle hausse de 25,1% en 2011 après celle de 26,3% en 2010, avant de baisser de 4,3% en 2012.

Dans ce contexte, les prix à la consommation dans les pays émergents et en développement, qui ont déjà emprunté une tendance haussière favorisée par la consolidation de la demande interne et les entrées massives des IDE, s'accroitraient de

² En particulier le FMI, l'OCDE, la Banque Mondiale et la Commission Européenne

6,5% en 2011 et de 5,4% en 2012. Les pays avancés, quant à eux, connaîtraient une relative maîtrise de l'inflation aux environs de 2,2% durant cette période.

Globalement, l'amélioration de l'activité des marchés financiers et la poursuite du rythme de croissance de l'économie mondiale en 2011 et 2012 ne devraient pas se prolonger, compte tenu du risque d'un retournement de conjoncture économique mondiale. Les disfonctionnements qui caractérisent les marchés des matières premières et le marché de l'emploi, ainsi que l'ampleur des déficits extérieurs et les niveaux excessifs de dettes souveraines des Etats-Unis d'Amérique et de certains Etats membres de la zone Euro, pourraient limiter le dynamisme de l'économie mondiale.

➤ *L'évolution de l'économie nationale en 2011 et 2012*

❖ *Révision à la hausse de la croissance économique de 2011*

La croissance économique estimée à 4,8% en 2011, serait en légère hausse par rapport à 4,6% annoncée dans le budget économique prévisionnel publié au mois de janvier de cette année.

Elle serait également en hausse de 1,1 point par rapport à 2010 où la croissance économique était de 3,7%. Cette évolution aurait bénéficié de la relance de certaines activités économiques, d'une part, et des mesures prises par les pouvoirs publics en réponse aux évolutions contraignantes de l'environnement international, d'autre part.

Avec une production céréalière d'environ 80 millions de quintaux, la campagne agricole 2010/2011 aurait enregistré une augmentation de 14,2% par rapport à 2010. En outre, les activités liées aux autres composantes de l'agriculture et à l'élevage devraient réaliser de bons résultats, suite aux conditions pluviométriques satisfaisantes durant cette campagne. Le secteur de la pêche maritime, de son côté, continuerait son dynamisme amorcé depuis le quatrième trimestre 2010, quoi qu'à un rythme inférieur au potentiel de croissance de ce secteur. Globalement, ces évolutions permettraient au secteur primaire d'enregistrer une valeur ajoutée en hausse de 3,5%,

contribuant, ainsi, pour un point à la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) en 2011.

Parallèlement, les activités non agricoles consolideraient leur reprise amorcée en 2010, sous l'effet de la poursuite de la politique budgétaire expansive en 2011 et du dynamisme des exportations marocaines. S'ajoute à cela les nouvelles augmentations décidées en matière des dépenses budgétaires de compensation qui atteindraient 32 milliards de dirhams au lieu de 17 milliards approuvé dans la loi de finances 2011. De même, plus de 8 milliards de dirhams de dépenses publiques supplémentaires sont arrêtées dans le cadre du dialogue social pour couvrir l'augmentation nette de 600 dirhams des salaires de l'ensemble des fonctionnaires de l'Etat à compter du 1er mai 2011 et le relèvement du quota de la promotion interne dans la fonction publique. Les autres mesures retenues dans ce cadre concernent la hausse de 15% du seuil du Salaire Minimum en deux tranches sur deux ans (10% au 1er juillet 2011, puis 5% un an après) et le relèvement de la pension minimale de retraite à 1000 dirhams aussi bien dans les secteurs public que privé.

Le pouvoir d'achat des ménages devrait, ainsi, connaître une amélioration en 2011, permettant ainsi à la consommation des ménages, constituant plus de la moitié du PIB, de consolider son rythme de croissance élevé, de l'ordre de 4% en volume au lieu de 2,2% en 2010.

Dans ces conditions, le PIB non agricole (activités économiques secondaires et tertiaires) s'accroîtrait de 5% en 2011 au lieu de 4,7% en 2010. Les activités du secteur secondaire, marquées par la poursuite du dynamisme du secteur minier et de la relance du secteur du Bâtiment et travaux publics, ainsi que de certaines branches des industries de transformation, dégageraient une valeur ajoutée en progression de 4,6%. La valeur ajoutée du secteur tertiaire (services), en nette reprise, augmenterait également de 5,2% en 2011 au lieu de 3,3% en 2010.

❖ *L'évolution des emplois du PIB et leurs impacts sur les équilibres macroéconomiques interne et externe en 2011*

L'économie nationale devrait continuer d'être soutenue par la demande intérieure, contribuant pour 2,7 points à la croissance du PIB en 2011. Elle devrait, également, bénéficier, pour la deuxième année consécutive, de la relance des exportations nettes de biens et services. Celles-ci, malgré son ralentissement, préserveraient sa contribution positive à la croissance économique, contrairement aux contributions négatives des dernières années. Elle devrait représenter 2 points en 2011 au lieu de 3,4 point en 2010. Le volume des exportations de biens et services s'accroîtrait de près de 12,7% en 2011, soit un rythme supérieur à celui des importations, de l'ordre de 5%. Les performances des exportations sont attribuables, essentiellement, à la poursuite de l'expansion des ventes des phosphates et dérivées, d'une part, et de celles des demi-produits et produits finis, d'autre part.

Toutefois, les prix à l'importation connaîtraient une hausse plus accentuée que celle des prix à l'exportation. La balance des échanges extérieurs en valeur dégagerait, en conséquence, une accentuation du déficit en ressources qui devrait représenter 12,2% du PIB en 2011 au lieu de 10,8% en 2010. L'amélioration de la balance des transferts permettrait de compenser une partie de ce déficit, mais le besoin de financement des transactions courantes de la balance de paiements atteindrait 4,3% du PIB en 2011. Autrement dit, si le volume de l'investissement brut devait se situer à près de 34,7% du PIB en 2011, les ressources mobilisées sous forme d'épargne nationale ne dépasseraient pas 30,4% du PIB.

La mobilisation du financement international en termes d'investissements directs et d'emprunts extérieurs, serait également insuffisante pour atténuer l'épuisement du stock des réserves de change dont dispose l'économie nationale. Les avoirs extérieurs nets devraient représenter 6 mois d'importations de biens et services en 2011 au lieu d'environ 7 mois en 2010.

➤ *Les Perspectives de l'économie nationale en 2012*

La croissance économique de 2012 est établie sur la base de l'hypothèse de reconduction de la politique budgétaire en vigueur en 2011, d'une production céréalière d'environ 70 millions de quintaux durant la saison 2011/2012, ainsi que des perspectives d'évolution des principales variables de l'environnement international, notamment la demande mondiale adressée au Maroc. Celle-ci serait consolidée en 2012 et devrait s'accroître de 7,6% au lieu de 6,2% en 2011.

La croissance du Produit intérieur brut devrait se situer ainsi à près de 4,5% en volume en 2012. Par grand secteur, la valeur ajoutée primaire (secteur agricole et pêches) connaîtrait une légère hausse de 1,5%, alors que celle des activités non agricoles maintiendraient son rythme d'accroissement à 4,9%. Plus précisément, les activités du secteur secondaire, dans l'élan de leur tendance ascendante depuis 2010, dégageraient une valeur ajoutée en progression de 5% et celle du secteur tertiaire de 4,7%.

Sur le registre des emplois du PIB en volume, la contribution de la demande intérieure à la croissance du PIB emprunterait de nouveau une tendance haussière, passant de 2,7 points en 2011 à 4,7 points en 2012, suite à l'augmentation de la consommation des ménages de 4,5% en volume, de celle des administrations publiques de 2,5% et de la confirmation de la hausse de la formation brut de capital fixe (FBCF) de 7% en 2012, au lieu de 5,5% en 2011 et une quasi stagnation en 2010.

La contribution des échanges extérieurs nets en volume à la croissance économique nationale, quant à elle, serait à nouveau négative, d'environ 0,3 point. Ce résultat serait dû, en fait, à l'accélération de l'accroissement des importations en volume, notamment sous l'effet multiplicateur du dynamisme de la demande intérieure, particulièrement l'investissement.

Au plan nominal, les exportations de biens et services maintiendraient leur sentier ascendant, avec une hausse de 10,6% aux prix courants. Néanmoins, l'augmentation

des importations à prix courants, d'environ 10,5%, se traduirait par une légère hausse du déficit en ressources, passant de 12,2% du PIB en 2011 à 12,6% en 2012.

Concernant l'évolution de l'inflation, l'accélération attendue de la demande intérieure, associée à la persistance de la hausse des prix à l'importation, exercerait, en dépit du niveau élevé des dépenses de compensation, une légère pression sur les prix intérieurs. L'inflation, mesurée par le prix implicite du PIB, passerait de 1,6% en 2011 à 2,5% en 2012.

Sur le registre de financement de l'économie, il est prévu que l'accroissement de la consommation finale nationale serait moins élevé que celui du PIB nominal, dégageant ainsi une amélioration des capacités de l'économie nationale à pouvoir mobiliser des parts importantes du revenu intérieur vers l'investissement. L'épargne intérieure représenterait de ce fait 24,1% du PIB en 2012 au lieu de 23,4% en 2011.

Parallèlement, les revenus nets en provenance de l'extérieur se maintiendraient à environ 7% du PIB, ce qui porterait globalement l'épargne nationale à 31,1% du PIB au lieu de 30,4% en 2011. Compte tenu du taux d'investissement qui représenterait 35,7% du PIB en 2012, le besoin de financement serait de l'ordre de 4,6% du PIB au lieu de 4,3% en 2011.

1. L'environnement international

Les perspectives des différents organismes internationaux³ publiées au cours du premier semestre 2011, font ressortir une poursuite de la croissance économique mondiale en 2012, avec, toutefois, une persistance des écarts de rythme de croissance entre les pays avancés et les pays émergents et en développement. En effet, la croissance de l'économie mondiale se situerait à 4,5% en 2012, soit presque le même rythme qu'en 2011. Les économies émergentes s'accroîtraient de 6,5% en 2011 et 2012, alors que la croissance des pays avancés devrait se situer, globalement à 2,4% en 2011 et 2,6% en 2012.

Ces perspectives de croissance, prometteuses à l'horizon 2012, seraient insuffisantes pour atténuer les déséquilibres macroéconomiques des pays développés, et ce, malgré les mesures de soutien à la croissance⁴ menées à l'échelle mondiale. Il s'agit, notamment, de l'accentuation des difficultés budgétaires, en particulier, dans la zone Euro, du renchérissement des prix internationaux des matières premières, et enfin de la surchauffe des prix menaçant l'activité dans les économies émergentes et en développement. En outre, l'économie mondiale devrait subir, en 2011, les effets négatifs des événements tragiques qu'a connus le Japon au mois de mars, l'entraînant dans la récession durant l'année en cours. L'économie nipponne devrait connaître une relance en 2012, suite aux efforts d'investissement attendus dans la phase de reconstruction.

Le marché de l'emploi, de son côté, resterait marqué par la rigidité à la baisse du chômage dans de nombreux pays avancés, induite par l'ampleur des écarts de production par rapport aux niveaux d'avant-crise de 2009. Ces écarts ne pourraient être comblés que progressivement, et devraient continuer à réduire

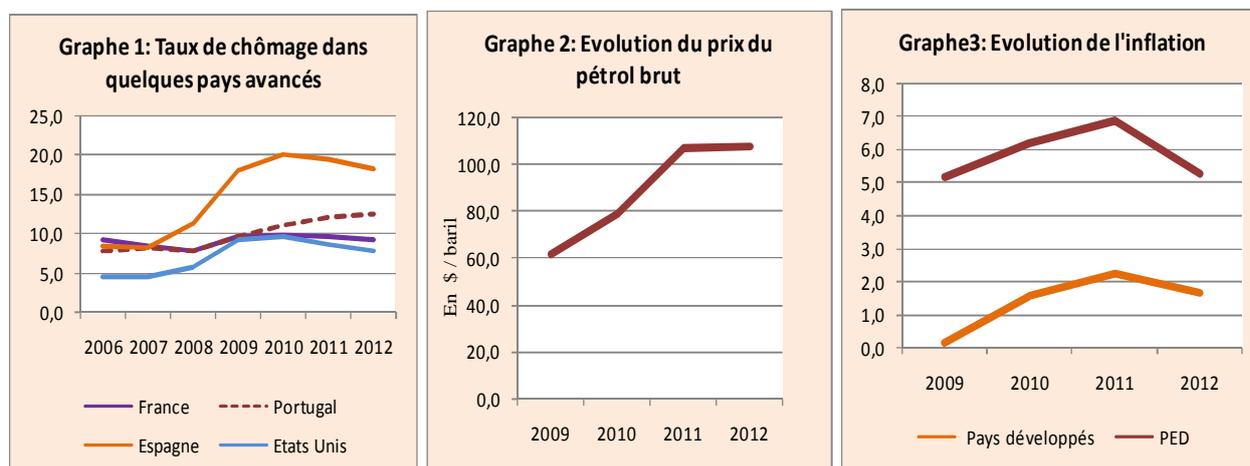
³ L'OCDE, le FMI, et La Commission Européenne

⁴ Pour plus d'information sur l'approche du rééquilibrage de la croissance mondiale, veuillez consulter le budget économique prévisionnel, publié en janvier 2011 (www.hcp.ma).

les opportunités d'embauche. Le taux de chômage devrait s'établir ainsi à 8,5% en 2011 et 7,8% en 2012 aux Etats-Unis d'Amérique et à environ 9,9% dans la zone Euro, avec une forte accentuation dans certains pays-membres, comme l'Espagne dont le taux de chômage dépasserait 19% en 2011 et 2012.

La consolidation de la reprise demeure, par ailleurs, entourée par des risques liés au renchérissement des matières premières, notamment le pétrole, qui ont connu de fortes hausses, en liaison avec l'intensification des mouvements spéculatifs, et des problèmes géopolitiques dans la région de l'Afrique du Nord et du Proche-Orient, ainsi que par les pénuries d'offre de certains produits alimentaires.

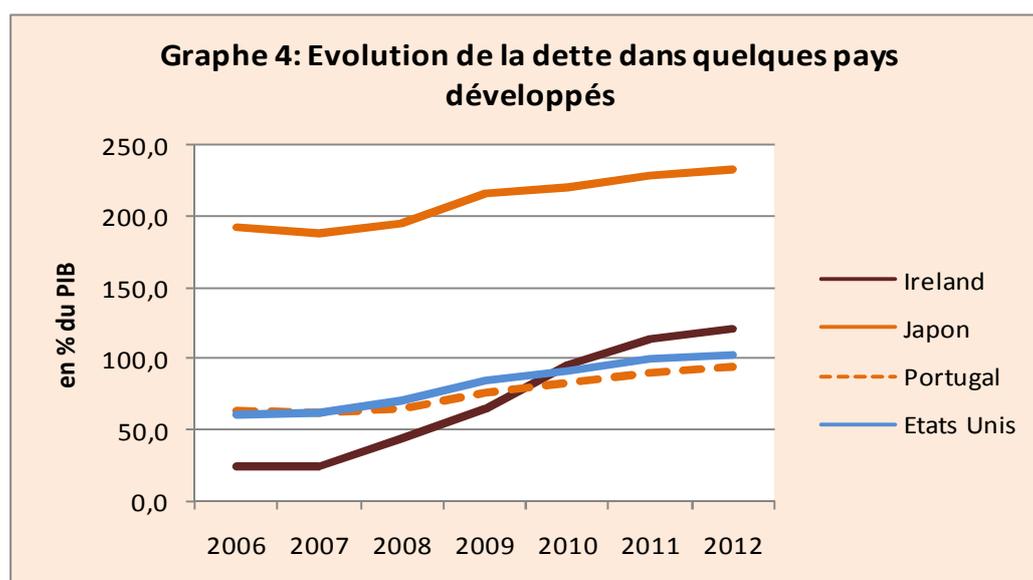
Ces tensions sur les prix des matières premières se traduiraient par une hausse des prix à la consommation dans les pays émergents où l'inflation s'établirait à des niveaux élevés, atteignant 6,9% en 2011 et 5,3% en 2012. Dans les pays avancés, la zone Euro connaîtrait une légère maîtrise de la hausse des prix, qui atteindrait 1,7% en 2012 au lieu de 2,3% durant l'année en cours.



Par ailleurs, la dégradation de la situation des finances publiques dans plusieurs pays développés pourrait constituer un risque majeur à la croissance économique. Ainsi, le déficit budgétaire et le ratio de la dette publique atteindraient des niveaux très élevés, dépassant largement les 3% et 60% du PIB

respectivement, notamment aux Etats-Unis d'Amérique, dans la zone Euro et au Japon. Plusieurs pays ont lancé des plans d'assainissement budgétaire pour ramener le ratio de la dette publique à son niveau d'avant-crise de 2009.

Il convient de noter, dans ce cadre, que les différents mécanismes financiers, mis en place en collaboration avec le FMI pour soutenir certains pays membres de la zone Euro dans leurs efforts de consolidation budgétaire, notamment la Grèce, l'Irlande et le Portugal, ne seraient pas en mesure de relancer ces économies à court terme, en raison d'une éventualité de phénomène de contagion des autres pays. L'ampleur des déséquilibres dans ce domaine appelle de nouvelles mesures pour réussir les plans d'assainissement budgétaire à moyen terme.



Néanmoins, un mécanisme d'évaluation mutuelle des politiques économiques des pays du G-20 a été adopté dans la perspective d'un rééquilibrage progressif de la croissance au niveau international. Il s'agit, en fait, d'une nouvelle approche de surveillance multilatérale s'appuyant sur des études analytiques réalisées par le Fonds monétaire international pour :

- Repenser la théorie économique au lendemain de la crise mondiale ;

- Repenser les orientations stratégiques, notamment les recommandations en matière de contrôle des changes ;
- Et Améliorer le fonctionnement du multilatéralisme et de la coopération mondiale.

1.1-La croissance économique mondiale selon les grandes zones

La croissance rigoureuse de l'économie mondiale, d'environ 4,5% en 2011 et 2012, serait basée, essentiellement, sur les performances des économies émergentes et en développement. Quant aux pays avancés, ils continueraient d'enregistrer des rythmes de croissance en deçà de leurs potentiels, en raison des difficultés limitant la relance de la demande privée, après la récession de 2009.

➤ **Les Etats-Unis d'Amérique**

La consolidation de la demande intérieure, à travers la relance de l'investissement privé et de la consommation des ménages, maintiendrait le dynamisme de l'économie américaine à un rythme modéré de 2,8% en 2011 et 2,9% en 2012. Parallèlement, la progression des exportations de biens et services à un rythme supérieur à celui des importations, permettrait d'alléger la contribution négative du commerce extérieur à la croissance du PIB.

L'assouplissement de la politique monétaire américaine continuerait, par ailleurs, d'offrir des conditions favorables au financement de l'économie, ce qui permettrait de consolider la production et d'améliorer l'activité du marché de l'emploi.

Toutefois, plusieurs défis restent à relever, en particulier la difficulté de la reprise du secteur de l'immobilier et les niveaux insoutenables du déficit budgétaire et du taux d'endettement public. Les Etats-Unis d'Amérique devraient engager, à l'instar des autres pays fortement endettés, un programme

crédible d'assainissement budgétaire⁵ à moyen terme pour soutenir sa croissance économique et réduire le chômage élevé.

➤ Le Japon

La reprise économique du Japon à un rythme de 4% en 2010 était la plus rapide parmi celles des pays avancés. Cette croissance a été tirée par un vaste plan de relance budgétaire et un rebond des exportations. Mais en 2011, les perspectives de croissance se sont fortement détériorées, en raison de l'impact des désastres qui ont suivi le tremblement de terre et le Tsunami du mars 2011. Les dégâts matériels considérables enregistrés et les incidents affectant la centrale nucléaire auraient limité le redémarrage de l'activité économique japonaise. L'année 2011 connaîtrait, ainsi, une nouvelle récession, avec une régression économique d'environ 0,9%. La contribution à la croissance du PIB a été négative aussi bien pour la demande intérieure que pour les exportations nettes.

Néanmoins, les perspectives de croissance pour 2012 font ressortir une relance de l'activité économique d'environ 2,2%, attribuable aux efforts considérables d'investissement arrêtés pour la reconstruction des zones affectées par le séisme et le Tsunami. Le niveau élevé de la dette publique étant extrêmement élevé, dépassant 200% du PIB, le financement de la reconstruction⁶ de l'économie nipponne sera réalisé sur la base d'une réaffectation des dépenses publiques et d'amélioration prévisible du rendement fiscal, au lieu d'un recours à l'endettement. Le Japon devrait poursuivre son objectif de stabilisation du ratio de la dette publique fixé par le gouvernement pour 2020.

➤ La zone Euro

L'activité économique de la zone Euro devrait s'accroître de 1,6% en 2011 et de 1,8% en 2012. Le renforcement de la confiance des ménages et l'amélioration

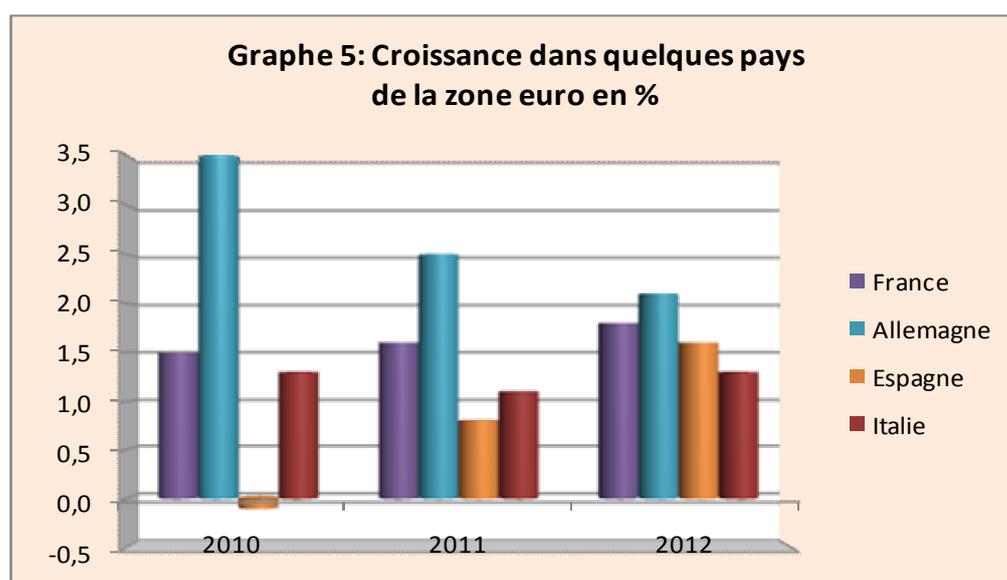
⁵ OCDE : les perspectives économiques n°89

⁶ Il s'agit des mesures proposées par l'OCDE dans son rapport sur les perspectives économiques

des conditions de financement engendreraient une consolidation de l'investissement privé et de la consommation des ménages. Par ailleurs, les exportations nettes maintiendraient leur contribution positive à la croissance du PIB en 2011 et 2012.

Cette légère amélioration de la croissance de la zone Euro s'explique par la solidité de la reprise dans les grandes économies, notamment l'Allemagne et la France. Ceci permettrait de compenser la faiblesse persistante de l'activité dans les autres pays membres affectés sévèrement par la crise de la dette souveraine.

Globalement, la demande intérieure dans la zone Euro se redresse graduellement, mais pourrait être ralentie par l'assainissement budgétaire et l'ajustement lent du marché de l'emploi. Ainsi, la mise en œuvre des programmes prolongés de consolidation budgétaire dans les pays fortement endettés, pour ramener les ratios de la dette souveraine à un niveau soutenable, pèserait sur la croissance à moyen terme de la zone euro. Par ailleurs, l'appréciation de l'euro, liée à la normalisation monétaire relativement précoce de la BCE, pourrait affecter la compétitivité des exportations. Néanmoins, l'inflation serait légèrement maîtrisée aux environs de 1,7 en 2012 au lieu de 2,3% estimée pour 2011.



➤ Les économies émergentes et en développement

Les pays émergents constituent, désormais, la locomotive de l'économie mondiale. Leurs performances économiques des dernières années leur ont permis de contribuer largement aux échanges commerciaux et à la dynamisation des marchés financiers durant cette période d'après-crise.

Toutefois, les pays émergents et en développement enregistreraient, globalement, un léger ralentissement de leur rythme de croissance passant de 7,3% en 2010 à 6,5% en 2011 et 2012. Cette évolution serait attribuable, notamment, à une éventuelle réduction de la croissance des économies émergentes d'Asie, passant de 9,5% en 2010 à 8,4% en 2011 et 2012. En particulier, la Chine et l'Inde connaîtraient un léger ralentissement avec une baisse de leurs croissances économiques, passant respectivement de 10,3% et 10,4% enregistrées en 2010 à 9,5% et 8% en 2011 et 2012. De leurs côtés, les économies émergentes d'Amérique Latine connaîtraient également un ralentissement avec une croissance en baisse, passant de 6,1% en 2010 à 4,7% en 2011 et à 4,2% en 2012.

Le dynamisme des pays émergents et en développement serait soutenu par la demande intérieure, suite aux efforts consentis en matière d'investissement et de consolidation de la consommation des ménages, et ce, dans le contexte d'un fléchissement de la contribution des exportations nettes à la croissance du PIB dans plusieurs pays. L'apparition de tensions inflationnistes à fin 2010 ont conduit au durcissement des conditions monétaires dans ces économies, ce qui explique le léger ralentissement attendu de la croissance en 2011 et 2012.

1.2. L'évolution des prix des matières premières

Les prix des matières premières ont connu une forte hausse au début de l'année 2011, sous l'effet combiné d'une forte progression de la demande mondiale, notamment provenant des pays émergents, et d'une perturbation de l'offre, en

liaison avec l'instabilité politique dans certains pays producteurs de pétrole et également avec les conditions climatiques défavorables dans les pays producteurs de produits agricoles.

Le prix moyen du pétrole brut atteindrait 107 dollars en 2011 et 108 dollars en 2012 au lieu de 79 dollars/baril en 2010. De même, les prix des matières premières non énergétiques connaîtraient une nouvelle hausse de 25% en 2011, mais ils devraient baisser de 4,3% en 2012.

Ces évolutions induiraient une hausse des prix à la consommation, notamment dans les pays émergents et en développement d'environ 6,9% et 5,3% respectivement en 2012,

2. La croissance économique nationale en 2011

L'économie nationale aurait bénéficié en 2011, en plus des actions de consolidation des mesures de relance prises dans la loi de finances 2011, des résultats satisfaisant de la campagne agricole 2010/2011, de la révision à la hausse des dépenses de soutien des prix à la consommation de l'énergie et de l'augmentation de la masse salariale dans le secteur public et privé, décidée dans le cadre du dialogue social.

Les travaux de suivi et d'analyse de conjoncture⁷ montrent que l'activité économique nationale est engagée dans une tendance haussière, suite, notamment à la concrétisation de la reprise du bâtiment, du maintien des performances du secteur minier et de la nette contribution des services marchands et non marchands à la croissance du PIB.

2.1. La croissance économique

La croissance de l'économie nationale a été légèrement révisée à la hausse pour se situer à 4,8% en 2011 au lieu de 4,6% prévue par le budget économique prévisionnel publié au mois de janvier. Le secteur primaire devrait s'accroître de 3,5%, alors que les activités non agricoles continueraient de progresser au même rythme qu'en 2010, d'environ 5%.

2.1.1. Les activités non agricoles

➤ Les activités du secteur secondaire

Après avoir enregistré une croissance forte de 6,4% en 2010, sous l'effet des performances du secteur minier, la valeur ajoutée du secteur secondaire aurait

⁷ Sur la base des résultats des travaux de suivi et d'analyse de conjoncture menés par les services du HCP, ainsi que par d'autres organismes (Ministère de l'économie et des Finances, Bank Al Maghreb et Office de change).

été inscrite dans un sentier de croissance en ralentissement en 2011. Le rythme de croissance est estimé ainsi à 4,6% en 2011, attribuable, en plus de la poursuite du dynamisme du secteur minier, à la reprise du secteur du bâtiment et travaux publics (BTP) et une tendance à l'amélioration de l'activité des industries de transformation.

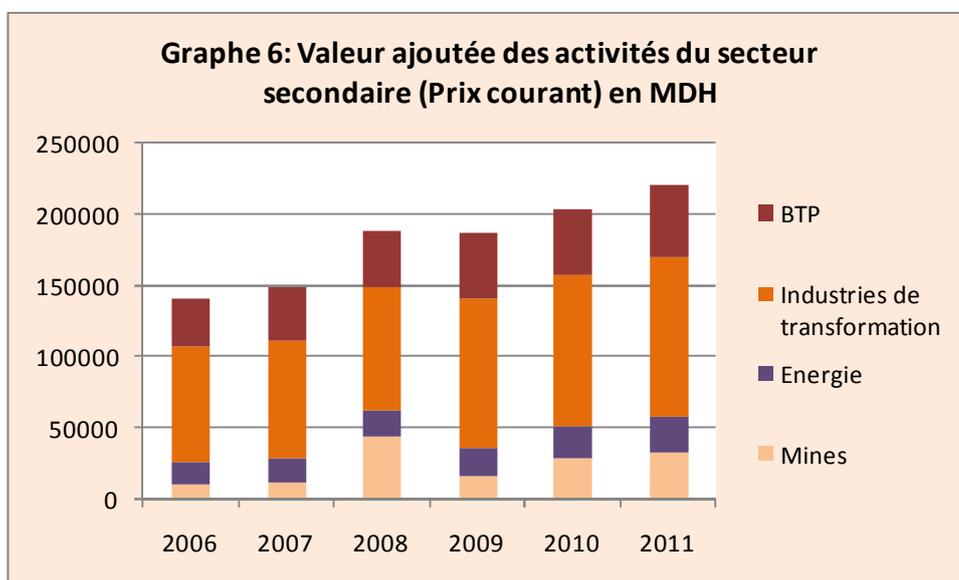
Le secteur du BTP aurait bénéficié de la forte relance de l'habitat social amorcée depuis le début de l'année 2011 et de la poursuite de la politique des grands projets structurants dans plusieurs secteurs d'activité et dans l'aménagement urbain. Les indicateurs quantitatifs du BTP font apparaître une nette amélioration de l'activité au début de cette année. Les ventes de ciment ont progressé de 6,8% à fin mai 2011 et les crédits à l'immobilier de 8,7% par rapport à la même période de 2010. En outre, le nombre de créations nettes d'emplois a atteint 151000 postes durant le premier trimestre, plaçant ainsi le BTP comme le premier secteur créateur d'emploi au Maroc. Parallèlement, l'accroissement de l'investissement public consolidé de 20,4% en 2011 aurait également soutenu l'activité des travaux publics. Globalement, la valeur ajoutée du secteur BTP, représentant en moyenne 6% du PIB, s'accroîtrait de 5,5% en 2011 au lieu de 2,6% en 2010.

Le secteur des mines, qui avait enregistré une forte croissance de sa valeur ajoutée de 38,6% en volume en 2010, continuerait d'afficher une croissance soutenue, profitant de la consolidation de la demande extérieure, notamment sur les phosphates bruts. La production des phosphates a augmenté de 16%, durant les quatre premiers mois de 2011, permettant d'anticiper le maintien du dynamisme enclenché en 2010. La valeur ajoutée du secteur minier poursuivrait ainsi sa tendance haussière à un rythme de 7,5%.

Quant aux **industries de transformation**, elles connaîtraient une consolidation de leur tendance de croissance ascendante, avec un taux de 3,2% en 2011 au lieu de 2,8% en 2010. Ceci serait attribuable à la poursuite du

dynamisme des industries chimiques et parachimiques et des industries électriques et électroniques, ainsi qu'à la relance des industries du textile. Les industries manufacturières pourraient profiter de l'amélioration prévisible de la croissance économique dans certains pays de la zone Euro, principal partenaire commercial du Royaume.

De son côté, **le secteur de l'énergie** serait affecté par le ralentissement de l'activité de raffinage et le fléchissement de la production électrique. En effet, la forte hausse des prix du pétrole, dépassant la barre de 100 \$/baril, a entraîné, durant les premiers mois de l'année, une réduction de la production électrique d'origine thermique. Celle-ci aurait été substituée par les importations d'électricité de l'Espagne et de l'Algérie, et ce, pour faire face à une forte progression des coûts de production. Globalement, la valeur ajoutée de l'énergie s'accroîtrait à un rythme modéré d'environ 3,5% au lieu de 5,5% en 2010.



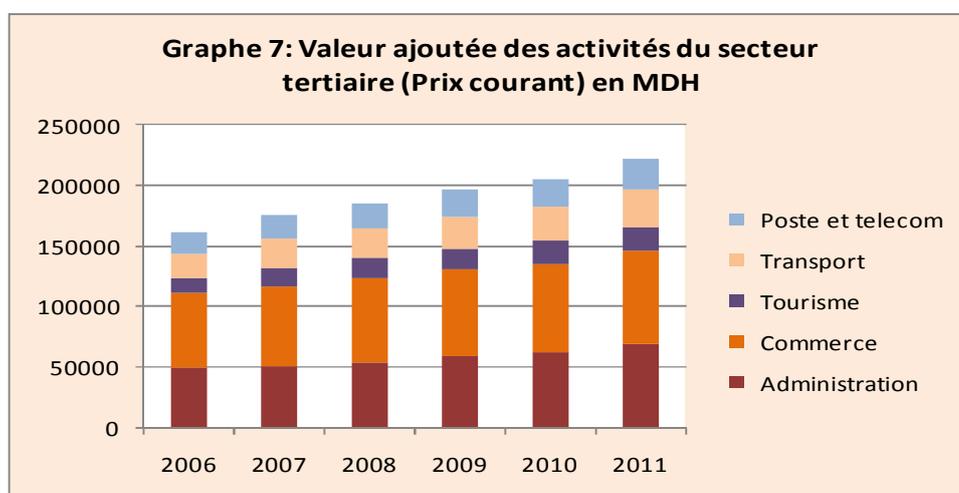
➤ *L'évolution des activités du secteur tertiaire*

Le secteur tertiaire s'accroîtrait de 5,2% au lieu de 3,3% en 2010, suite à la consolidation de la croissance des services marchands prévue à 4% au lieu de

3,4% une année auparavant et à une expansion de la valeur ajoutée des services non marchands (services fournis par les administrations publiques) d'environ 10% en 2011, en liaison notamment avec l'augmentation des recrutements et des avancements de grade dans les administrations publiques.

Au niveau des secteurs, l'activité des postes et télécommunications a emprunté une tendance haussière avec une croissance à deux chiffres, et ce, après son ralentissement de 2010. De même, les activités des transports poursuivent leur relance soutenue par la consolidation des transports routier, ferroviaire, et maritime. Ces activités continueraient de bénéficier de l'impact des grands projets structurants, de développement des autoroutes et du dynamisme des activités maritimes du port Tanger- Med.

Cependant, le transport aérien et l'activité touristique connaîtraient un léger ralentissement en 2011, en raison de la baisse de la demande extérieure entraînée par l'instabilité politique qui règne dans certains pays arabes. En effet, les recettes touristiques ont augmenté de 9% durant les cinq premiers mois de l'année. Cette tendance est appelée à s'améliorer durant le deuxième semestre, en liaison avec les efforts déployés par l'Etat et les opérateurs économiques pour relancer l'activité touristique nationale.



2.1.2. Le secteur primaire

La valeur ajoutée du secteur primaire augmenterait de 3,5% en 2011, après avoir enregistré une baisse de 2,1% en 2010. La campagne agricole 2010-2011 s'est soldée par une production céréalière de 80 millions de quintaux au lieu de 75 millions en 2010, soit une hausse d'environ 7%. En outre, les récoltes des autres cultures ainsi que l'activité d'élevage se sont bien tenues, suite aux bonnes conditions climatiques dans lesquelles s'est déroulée l'actuelle campagne agricole. Le démarrage précoce et la bonne répartition des précipitations ont en effet porté le cumul pluviométrique à 368 mm à fin mars, en progression de 11% par rapport à une année normale.

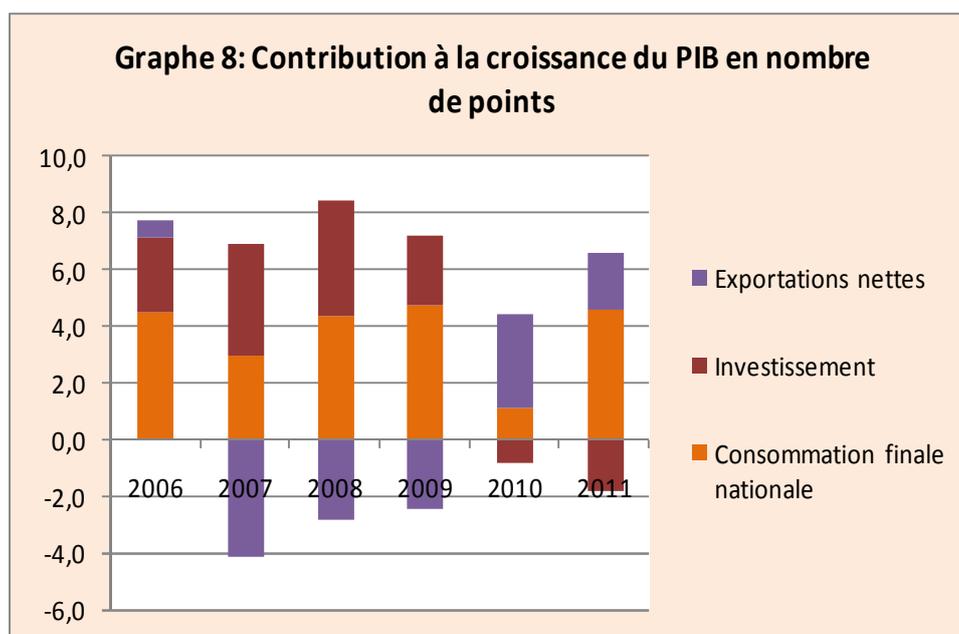
De son côté, le secteur de l'élevage devrait profiter des cultures fourragères, favorisées par les pluies abondantes durant le premier semestre de l'année en cours, pour afficher une augmentation de la production animale en dessus de son rythme tendanciel. Pour sa part, l'activité de la pêche a connu un redressement au début de l'année 2011, après une période de ralentissement observé en 2010, et devrait s'améliorer en 2011 quoique à un rythme en dessous de son potentiel de croissance.

2.2. L'évolution des composantes du Produit Intérieur Brut

En plus du dynamisme de la demande intérieure qui contribuerait de 2,7 points à la croissance du PIB en 2011, l'économie nationale serait soutenue par la demande extérieure qui dégagerait, à nouveau, une contribution positive pour la deuxième année consécutive. Celle-ci serait de 2 points en 2011 après 3,4 points en 2010, au lieu des contributions négatives enregistrées les dernières années.

Cette amélioration de la demande extérieure est attribuable à une progression rapide des exportations de biens et services qui se seraient accrues de près de

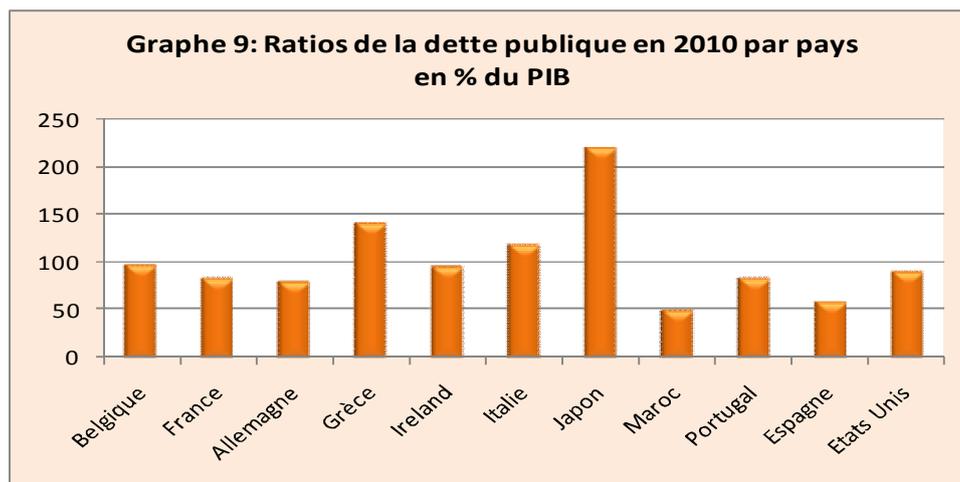
12,7% en volume, soit un rythme supérieur à celui des importations de l'ordre de 5%. La progression des exportations s'explique par la consolidation des exportations des phosphates et dérivées, au même titre que celles des demi-produits et des biens d'équipements, notamment les fils et câbles pour l'électricité.



2.3. L'évolution des équilibres internes et externes en 2011

Au plan de l'équilibre interne, la consommation finale nationale à prix courants devrait s'accroître plus vite que le PIB nominal en 2011, respectivement de 9,1% et 6,5%. En conséquence, l'épargne intérieure serait en baisse par rapport au PIB, de l'ordre de 23,4% en 2011 au lieu de 25,2% en 2010.

L'équilibre budgétaire serait affecté par la révision à la hausse des dépenses de subvention et de la masse salariale en 2011. Le **déficit budgétaire** dépasserait le seuil de 3,6% du PIB adopté dans la loi de finances 2011. Ceci pourrait entraîner une hausse **du taux d'endettement public direct**, qui dépasserait le seuil de 50% du PIB enregistré en 2010, mais en restant, toutefois, soutenable.



Au niveau des échanges extérieurs de biens et services, les prix à l'importation connaîtraient une hausse plus accentuée que celle des prix à l'exportation induisant, en conséquence, un accroissement du déficit en ressources qui devrait représenter 12,2% du PIB en 2011 au lieu de 10,8% en 2010. La valeur des importations des biens et services serait de 18,3%, alors que celle des exportations se situerait à 17,5%.

Par ailleurs, le ralentissement des transferts des Marocains Résidant à l'Etranger (MRE) et des recettes touristiques, orienterait à la hausse **le déficit des transactions courantes de la balance de paiements** qui passerait de 4,1% du PIB en 2010 à 4,3% du PIB en 2011, synonyme de l'accroissement des besoins de financement de l'économie nationale. L'épargne nationale est prévue à 30,4% du PIB, alors que l'investissement devrait représenter 34,7% du PIB.

L'importance des flux d'investissements directs étrangers (IDE) attirés par le Maroc, atténuerait le recours aux emprunts extérieurs. Les IDE ont enregistré une progression de 28% en 2010 pour s'élever à 32 milliards de dirhams et continueraient de progresser en 2011 à un rythme d'environ 8%.

3. Les perspectives de l'économie nationale en 2012

Le budget économique exploratoire présente un scénario moyen de croissance pour l'économie nationale en 2012, sur la base d'hypothèses retenues pour l'évolution des variables exogènes et de politiques publiques internes, et d'hypothèses afférentes aux nouvelles tendances de l'environnement international.

3.1. Les hypothèses sous-tendant les prévisions

Les hypothèses sous-tendant ces perspectives économiques exploratoires portent, essentiellement, sur la campagne agricole, les finances publiques et l'environnement international :

- **La campagne agricole 2011-2012:** l'hypothèse retenue suppose une production céréalière de 70 millions de quintaux, conjuguée à la consolidation des performances des autres cultures et de l'élevage. Le secteur primaire bénéficierait de bonnes conditions d'irrigation, en raison du taux de remplissage des barrages élevé, et également des effets positifs des projets du plan « Maroc vert ». La pêche maritime bénéficierait en 2012 de nouvelles mesures prises dans le cadre du plan « IBHAR 2 » et de la stratégie « Halieutis »;
- **Les finances publiques :** L'hypothèse retenue suppose la reconduction en 2012 de la politique budgétaire en vigueur en 2011, notamment en matière de la politique fiscale, d'investissement public et de soutien des prix à la consommation. Elle tient compte des effets de l'augmentation des salaires dans le cadre du dialogue sur l'ensemble de l'année 2012. La mise en œuvre de cette disposition n'est effective qu'à partir du mois de mai 2011 ;
- **Les facteurs extérieurs :** La demande mondiale adressée au Maroc s'accroîtrait à un rythme de 7,6%, après une hausse de 6,2% en 2011. Les

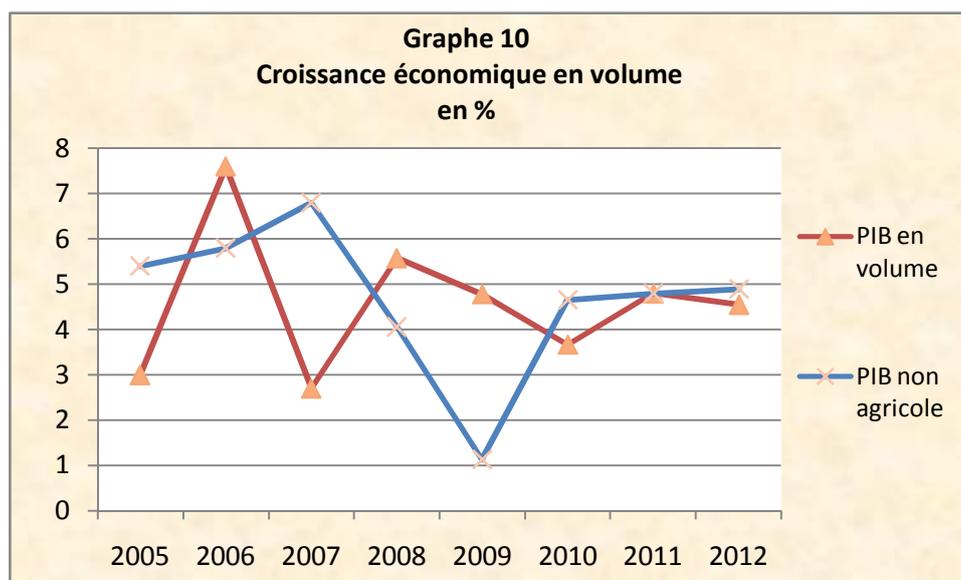
hypothèses retenues pour les indicateurs des échanges extérieurs sont comme suit : une hausse de 7% des transferts des marocains résidant à l'étrangers et des recettes touristiques et 10% d'augmentation pour les investissements directs étrangers (IDE). Le cours moyen du pétrole brut se stabiliserait aux environs de 108 dollars/baril en 2012. En outre, la parité euro-dollar se maintiendrait à 1,4 en 2012.

- **La politique monétaire** : Malgré le ralentissement de la liquidité monétaire, la Banque Centrale (Bank-Almaghreb) continuerait d'assurer un financement approprié aux besoins des agents économiques, tout en veillant à la maîtrise de l'inflation. La relance de la demande intérieure et les augmentations du salaire minimum pourraient entraîner une légère pression sur les prix intérieurs.

3.2. La croissance économique en 2012

Le Produit Intérieur Brut (PIB) devrait enregistrer, sur la base des hypothèses susmentionnées, une hausse de 4,5% en volume au lieu de 4,8% estimé pour 2011. Ce scénario moyen de croissance serait réalisé dans un contexte marqué par une légère hausse de l'inflation. La hausse du niveau général des prix, approché par le prix implicite du PIB, passerait de 1,6% en 2011 à 2,5% en 2012.

Dans ce cadre, les activités non agricoles s'accroîtraient à un rythme de 4,9%, après la hausse de 5% estimée pour 2011. Quant à la valeur ajoutée du secteur primaire, elle enregistrerait une légère hausse d'environ 1,5%.



3.2.1. Les secteurs non agricoles : activités secondaires et tertiaires

➤ Le secteur secondaire

L'amélioration de la croissance des activités non agricoles s'explique par la relance confirmée du secteur secondaire dont la valeur ajoutée serait en progression de 5% en 2012 au lieu de 4,6% en 2011. Cette évolution serait attribuable à la consolidation de la reprise du bâtiment, à la poursuite du dynamisme des travaux publics et des activités minières, ainsi qu'à la relance au rythme ascendant des industries de transformation.

Le secteur du bâtiment et travaux publics emprunterait un nouveau cycle de croissance, suite à la consolidation du rythme de réalisation de l'habitat social et au dynamisme des grands chantiers d'infrastructures. Le caractère pluriannuel des grands projets d'infrastructures et le lancement de nouveaux projets, en particulier, les projets des routes et autoroutes, ainsi que les grands projets d'aménagement urbain, sont autant de facteurs qui favoriseraient la pérennisation des performances des travaux publics en 2012.

Le secteur minier maintiendrait son dynamisme enregistré en 2010 et 2011 profitant de programme d'investissement très ambitieux de l'Office Chérifien des Phosphates (OCP), visant la consolidation de la position du Maroc sur le marché international des phosphates, d'acides phosphoriques et des engrais. Les capacités de production et d'exportation de l'OCP seront renforcées par les investissements programmés (6,3 milliards d'euros d'ici 2020) et par le projet du pipeline entre Khouribga et Jorf Lasfar qui assurerait, dès l'année 2012, le transport de la totalité de la production des phosphates et des mines vers les usines de transformation et vers les ports.

Quant **aux industries de transformation**, elles seraient soutenues par les nouvelles mesures prises dans le cadre du pacte national pour l'émergence industrielle, notamment en faveur des filières industrielles n'ayant pas encore connu de reprise notable. Le lancement des lignes de financement pour les petites et moyennes entreprises (PME/PMI) qui constituent une grande part dans le tissu industriel serait également de nature à renforcer la valeur ajoutée des industries en 2012.

De son côté, **le secteur de l'énergie** devrait bénéficier de la consolidation de la demande intérieure, augmentant les besoins croissants de l'économie en énergie. Néanmoins, la persistance des cours du pétrole à des niveaux élevés dépassant 100\$/baril en 2012, exercerait des pressions sur les coûts de production de l'électricité et des activités de raffinage du pétrole. Dans ce contexte, le recours aux importations de l'électricité au lieu de sa production pourrait limiter la croissance de la valeur ajoutée de ce secteur.

➤ **Le secteur tertiaire**

Le secteur tertiaire (services marchands et non marchands) dégagerait une valeur ajoutée en augmentation de 4,7%, après une hausse estimée à 5,2% en 2011. L'augmentation prévisible des revenus des ménages, sous l'effet notamment de la hausse des salaires et de la relance des transferts des MRE,

engendrerait une progression de plusieurs activités, en particulier, le commerce intérieur, l'hébergement et restauration et le transport.

Le commerce intérieur devrait bénéficier des retombées positives des mesures du plan «Rawaj », notamment la création du Fonds de développement de 200 millions de dirhams par an sur la période 2009-2012. Ce plan vise à porter le rythme de croissance du secteur du commerce et de la distribution à 8% annuellement.

L'activité touristique connaîtrait, de son côté, une relance en 2012, suite aux bonnes perspectives établies par l'Organisation Mondiale du Tourisme. Ce secteur, qui a subi en 2011 les effets des tensions sociales en Afrique du Nord, pourrait retrouver en 2012 son sentier de croissance normal, favorisé par la stabilité que connaît le pays au niveau de la région. Le Maroc a opté pour la promotion du secteur touristique, en mettant en place une stratégie de développement touristique volontariste susceptible de déclencher une dynamique de développement sur des fondements solides. Un nouveau contrat-programme national et des contrats programme régionaux sont en cours d'élaboration, en concertation avec les partenaires publics et privés.

L'activité du secteur de transport, quant à elle, serait renforcée par le contrat-programme liant l'Etat et les opérateurs du compartiment routier sur la période 2011-2013, et par la mise en œuvre de la stratégie intégrée pour le développement de la logistique, notamment le contrat Programme sur la période 2010-2015 visant la définition du cadre de développement du secteur de la logistique au Maroc.

Globalement, l'année 2012 connaîtrait une confirmation des tendances à la hausse des principales activités des services marchands, notamment le commerce, le transport, les télécommunications, les services financiers et le tourisme. Quand aux services non marchands, ils devraient progresser à un rythme modéré après la forte hausse de 2011.

3.2.2. Le secteur primaire

La valeur ajoutée du secteur primaire connaîtrait une légère hausse de 1,5% en 2012. L'hypothèse moyenne de 70 millions de quintaux retenue pour la production céréalière en 2012 est proche des 80 millions réalisées en 2011. Il en découle une légère baisse, mais elle serait compensée par les performances continues des autres composantes du secteur primaire, en l'occurrence les cultures industrielles, le maraîchage et l'élevage. L'accélération des projets du Plan Maroc Vert, notamment ceux liés aux volets de la recherche et de la formation, serait de nature à améliorer la productivité du secteur.

De son côté, l'activité de la pêche serait en amélioration. Le secteur a connu l'établissement d'une nouvelle convention en mai 2011 pour relancer le programme -Ibhar 2-. Cet accord s'étale sur la période 2011-2014 et vise la mise à niveau et la modernisation de la pêche côtière et artisanale et ambitionne de favoriser l'implantation d'investisseurs internationaux dans l'industrie navale.

3.3. Les composantes du Produit Intérieur Brut

La croissance économique serait soutenue en 2012, principalement, par la consolidation de la contribution de la demande intérieure. La contribution de la demande extérieure (exportations nettes de biens et services) deviendrait négative, avec 0,3 point, après deux années de contribution positive à la croissance en 2010 et 2011.

Le dynamisme de la demande intérieure, avec une augmentation de 4,3% en volume au lieu de 2,5% en 2011, serait attribuable à la confirmation de la relance de l'investissement brut et de la consommation finale nationale, depuis le début de l'année 2011, après le ralentissement conjoncturel de 2010. En effet, la contribution de la demande intérieure à la croissance du PIB passerait ainsi de 2,7 points en 2011 à 4,7 points en 2012.

➤ **La consommation finale nationale**

La consommation finale nationale, composée de la consommation des ménages résidents et de la consommation des administrations publiques, s'accroîtrait de 4% en 2012 au lieu de 4,2% en 2011. En effet, la consommation des ménages résidents profiterait de l'amélioration du pouvoir d'achat, en liaison avec les augmentations salariales dans le secteur privé et public et de la consolidation des crédits à la consommation et des transferts des Marocains Résidant à l'Étranger. Ainsi, la consommation des ménages, constituant presque la moitié du PIB, progresserait de 4,5% au lieu de 4% estimé en 2011.

La consommation des administrations publiques, quant à elle, ne s'accroîtrait que de 2,5% en 2012 au lieu de 4,9% en 2011, en raison d'une éventuelle rationalisation des dépenses de fonctionnement non salariées dictée dans l'objectif de la préservation de l'équilibre budgétaire.

➤ **L'investissement brut**

L'investissement brut est composé de la formation brute de capital fixe (FBCF) et de la variation des stocks. La FBCF connaîtrait en 2012 une hausse de 7% en volume et sa contribution à la croissance économique s'élèverait à 2,2 points au lieu de 1,7 point en 2011 et d'une contribution négative de 0,2 point en 2010. L'investissement brut, composé de la FBCF et de la variation de stocks atteindrait 35,7% du PIB en 2012 au lieu de 34,7% en 2011.

En plus des effets de la poursuite de la politique des grands projets structurants, et de l'ouverture des principaux secteurs économiques à l'investissement privé dans le cadre des stratégies de développement sectoriel, l'investissement devrait bénéficier, de l'impact des grandes réformes économiques et institutionnelles engagées au Maroc pour améliorer le climat des affaires et attirer les investissements étrangers, notamment dans les

secteurs de l'énergie, des énergies renouvelables, de l'industrie, de la logistique, du tourisme et de l'offshoring.

➤ Les échanges extérieurs

L'évolution des échanges extérieurs du Maroc reste tributaire de l'évolution de la demande intérieure, de la demande mondiale adressée au Maroc et des fluctuations des cours du pétrole brut et des autres matières premières. Dans ce cadre, les exportations de biens et services, soutenue par la hausse de la demande mondiale adressée au Maroc de 7,6%, devraient progresser de 8,6% en volume en 2012. Quant aux importations, elles continueraient de s'accroître, sous l'effet multiplicateur du dynamisme de la demande intérieure, à un rythme soutenu de 7,1%. Tenant compte de l'évolution des prix, les échanges extérieurs dégageraient une accentuation du déficit en ressources de 12,6% du PIB en 2012, au lieu de 12,2 en 2011.

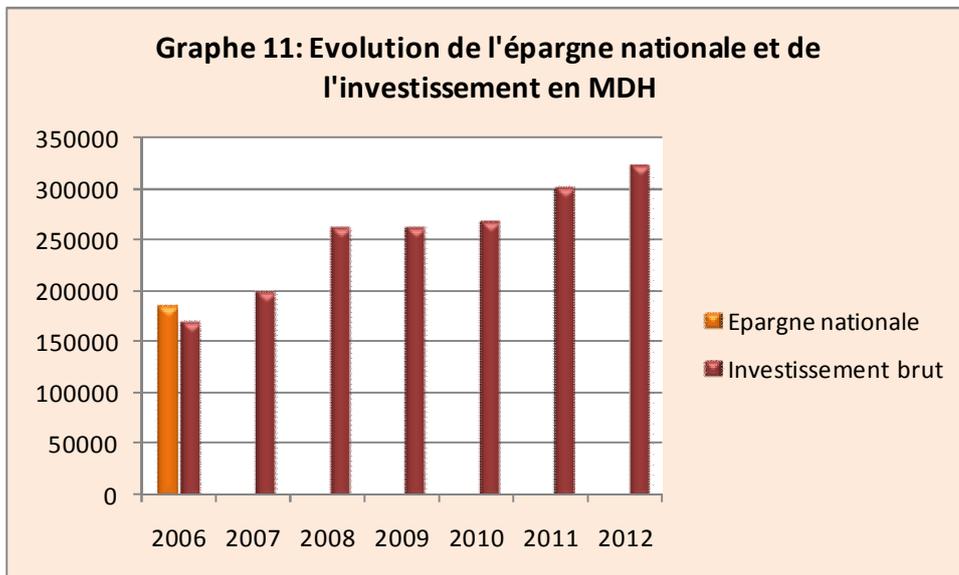
3.4. Le revenu national et le compte Epargne - Investissement

L'augmentation de la consommation finale nationale de 6,1% en 2012, serait inférieure à celui du PIB nominal, en augmentation de 7,1%. Le taux d'épargne intérieure augmenterait, en conséquence, pour atteindre 24,1% du PIB au lieu de 23,4% en 2011.

Par ailleurs, le revenu national brut disponible, composé du PIB nominal et des revenus nets en provenance du reste du monde, enregistrerait une hausse de l'ordre de 7,1% en 2012 au lieu de 7,9% en 2011. Les revenus nets en provenance du reste du monde représenteraient 7% du PIB en 2011 et 2012, après leur niveau de 5,6% du PIB en 2010.

Cette amélioration des revenus nets en provenance du reste du monde porterait le taux d'épargne nationale à 31,1% du PIB au lieu de 30,4% en 2011. Néanmoins, ce niveau d'épargne nationale serait insuffisant pour soutenir les

perspectives d'investissement brut qui atteindrait 35,7% du PIB en 2012. Le compte épargne-investissement afficherait, par conséquent, un déficit de financement de 4,6% du PIB en 2012 au lieu de 4,3% du PIB en 2011.



Conclusion

Au terme de ces perspectives économiques exploratoires établies pour l'année 2011, il convient de noter que :

- Malgré les performances des économies émergentes, l'économie mondiale n'arriverait pas à sortir d'une convalescence qui perdure et des risques de récession qui la menacent. La persistance du chômage à un niveau élevé, l'accentuation des difficultés budgétaires des Etats-Unis d'Amérique, du Japon et de certains pays membres de la zone Euro, en plus de l'apparition de tensions inflationnistes, sont autant de facteurs dont les effets cumulés risqueraient de produire le retournement de conjoncture mondiale ;
- Il serait de plus en plus probable que le rééquilibrage purement macroéconomique de la croissance entre les pays avancés et les pays émergents ne pourrait être opéré par le simple effet des mécanismes des marchés. L'amélioration de la gouvernance mondiale et du rôle des institutions publiques nationales s'avèrent nécessaire pour relancer la croissance à moyen et long terme et réduire ainsi les déséquilibres macroéconomiques, qui ont tendance à devenir plus structurels que conjoncturels ;
- S'agissant du Maroc, la consolidation de la demande intérieure, après son ralentissement conjoncturel en 2009 et 2010, devrait accentuer le déséquilibre des échanges extérieurs en 2011 et 2012. En effet, l'amélioration du niveau de la consommation des ménages, conjuguée à la reprise des investissements devrait relancer les importations. L'accentuation du déficit commercial resterait, ainsi, à l'ordre du jour, d'autant plus que le ralentissement prévisible

des revenus nets en provenance du reste du monde, devrait induire un frein à l'accumulation des réserves en devises et pourrait, en conséquence, affecter les conditions de financement de l'économie ;

- Le modèle de croissance, sous tendant l'évolution de l'économie nationale, basé sur la satisfaction d'une grande part de la demande intérieure par les importations commence à menacer la soutenabilité de l'équilibre extérieur. La problématique de la diversification des structures de production et de la compétitivité des entreprises serait, plus que jamais, à l'ordre du jour aussi bien sur le marché intérieur que sur le marché extérieur.

Il est à rappeler que le Haut Commissariat au Plan procédera à la révision de ces prévisions, comme chaque année, lors de l'élaboration du budget économique prévisionnel qui sera publié au mois de janvier 2012. Ce document tiendra compte, en plus des nouvelles données de la conjoncture nationale et internationale, de l'impact des dispositions de la loi de finances 2012 sur la croissance et les équilibres macroéconomiques.

ANNEXES STATISTIQUES

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Croissance économique mondiale selon les grandes régions (en %)

Pays ou groupe de pays	2009	2010	2011*	2012**
-Monde	-0,5	5,0	4,4	4,5
-Economies avancées	-3,4	3,0	2,4	2,6
-USA	-2,6	2,8	2,8	2,9
-Zone Euro	-4,1	1,7	1,6	1,8
-Japon	-6,3	4,0	-0,9	2,2
- Pays en développement	2,7	7,3	6,5	6,5
-Asie	7,2	9,5	8,4	8,4
dont la Chine	9,2	10,3	9,6	9,5
-Afrique subsaharienne	2,8	5,0	5,5	5,9
-Moyen-Orient et Afrique du Nord	1,8	3,8	4,1	4,2
-Amérique latine	-1,7	6,1	4,7	4,2

Source : Perspectives économiques du FMI, avril 2011

NB : (*) Estimation, (**) Prévisions

Evolution des prix et du commerce mondial en volume (en %)

Rubriques	2009	2010	2011*	2012**
- Prix à la consommation :				
- Economies avancées	0,1	1,6	2,2	1,7
- Pays en développement	5,2	6,2	6,9	5,3
Commerce mondial en volume	-10,9	12,4	7,4	6,9
Cours du pétrole (moyenne en \$/baril)				
- selon le FMI	61,78	79,03	107,16	108,00
Parité Euro/dollar	1,37	1,3	1,4	1,4

Source : Les perspectives mondiales du FMI, avril 2011, de la Commission Européenne, de l'OCDE et de la Banque mondiale, publiées en mai et juin 2011. (*) : Estimations et (**) : Prévisions

ECONOMIE NATIONALE

EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

En volume selon les prix de l'année précédente (En %)

Rubriques	2009	2010	2011*	2012**
• Valeur ajoutée du secteur Primaire	28,9	-2,1	3,5	1,5
• Valeurs ajoutées non agricoles(VAna).....	0,6	4,4	5,0	4,8
➤ Secteur Secondaire	-4,7	6,4	4,6	5,0
➤ Secteur tertiaire	3,6	3,3	5,2	4,7
Valeur ajoutée totale	4,8	3,3	4,8	4,3
Impôts et taxes sur produits nets de subventions (ITS)	4,6	6,7	5,0	5,8
PIB non agricole (VAna +ITS).....	1,1	4,7	5,0	4,9
PIB en volume	4,8	3,7	4,8	4,5
Variation du prix implicite du PIB	1,5	0,7	1,6	2,5

(*) : Estimation pour 2011 (**) : Prévision établies par le Haut Commissariat au Plan pour 2012.

Structure du PIB en volume (en %)

Secteurs	2009	2010	2011*	2012**
Primaire	16,2	13,8	13,7	13,7
Secondaire	24,8	26,2	26,7	27,2
Tertiaire	59,0	60,0	59,7	59,1
Total	100	100	100	100

(*) : Estimation et (**): Prévision établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2011.

Equilibre du PIB à prix courants

RUBRIQUES	2009	2010	2011*	2012**
PIB	732449	764302	813999	871505
	6,3%	4,3%	6,5%	7,1%
Consommation finale, dont :	551858	571653	623549	661670
	6,4%	3,6%	9,1%	6,1%
-Ménages résidents	418461	437715	479298	512369
	4,5%	4,6%	9,5%	6,9%
-Administrations publiques.	133397	133938	144251	149300
	12,9%	0,4%	7,7%	3,5%
FBCF	226177	234407	252222	278705
	-0,6%	3,6%	7,6%	10,5%
Variation des stocks	34898	34027	29866	32149
Exportations de biens et services	210241	252223	296305	327629
	-18,6%	20,0%	17,5%	10,6%
Importations de biens et services	290725	328008	387943	428647
	-17,0%	12,8%	18,3%	10,5%

NB : - Valeurs en millions de dirhams courants. -Variations en %.

- (*) : Estimations et (**): Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2011.

Equilibre du PIB (Croissance réelle en %)

RUBRIQUES	2009	2010	2011*	2012**
PIB	4,8	3,7	4,8	4,5
Consommation finale, dont:	6,3	1,5	4,2	4,0
-Ménages résidents	4,6	2,2	4,0	4,5
-Administrations publiques...	12,1	-0,9	4,9	2,5
FBCF	2,6	-0,7	5,5	7,0
Exportations de biens et services	-14,8	16,3	12,7	8,6
Importations de biens et services	-6,0	3,3	5,0	7,1

(*) : Estimations et (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2011.

CONTRIBUTION DES AGREGATS DE LA DEMANDE FINALE A LA CROISSANCE (En nombre de points de la croissance)

RUBRIQUES	2009	2010	2011*	2012**
PIB	4,8	3,7	4,8	4,5
Consommation Finale, dont :	4,7	1,1	3,1	3,1
-Ménages Résidents	2,7	1,3	2,3	2,6
-Administrations Publiques...	2,1	-0,2	0,9	0,4
FBCF	0,9	-0,2	1,7	2,2
Variation des stocks	1,6	-0,6	-2,1	-0,5
Commerce extérieur de biens et services	-2,5	3,4	2,0	-0,3

(*) : Estimations et (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2011.

REVENU NATIONAL BRUT DISPONIBLE ET SON AFFECTATION

(En millions de dirhams courants)

RUBRIQUES	2009	2010	2011*	2012**
PIB í í í í í í í í í í í	732449	764302	813999	871505
Revenu National Brut Disponible	773059	806897	870843	932541
Variation en %.....	3,7	4,4	7,9	7,1
Consommation finale nationale	551858	571653	623549	661670
Epargne intérieure (en MDH)	180591	192649	190449	209836
En % du PIB í í í í í í í	24,7	25,2	23,4	24,1
Epargne nationale (en MDH)	221201	235244	247294	270872
En% du RNBD í í í í í í í	30,2	30,8	30,4	31,1

(*) : Estimations et (**): Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2011.

COMPTE EPARGNE-INVESTISSEMENT (En % du PIB)

Rubriques	2009	2010	2011*	2012**
Investissement brut í í í	35,6	35,1	34,7	35,7
Revenus nets en provenance du reste du monde í í í .	5,5	5,6	7,0	7,0
Epargne nationale í í ..	30,2	30,8	30,4	31,1
Solde de financement í í .	-5,4	-4,3	-4,3	-4,6

(*) : Estimations et (**): Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2011.

LES FINANCES EXTERIEURES

(En % du PIB)

RUBRIQUES	2009	2010	2011*	2012**
Déficit en ressources í í í	-11,7	-10,8	-12,2	-12,6
Solde courant de la balance de paiementsí í í í í í ..	-5,4	-4,3	-4,3	-4,6

(*) : Estimation et (**): PrévIsion établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2011.